

# Guadeloupe : messages de solidarités

mercredi 4 mars 2009, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 27 février 2009).

## **Messages récents et lettres publiées sur le site du LKP.**

---

### **Message de soutien du syndicat Sud - Education Loire - Atlantique au collectif LKP**

27 février 27 2009

MESSAGE DE SOUTIEN DU SYNDICAT SUD-EDUCATION LOIRE-ATLANTIQUE AU COLLECTIF LKP

Le syndicat SUD-Education Loire-Atlantique exprime son soutien à la lutte exemplaire que mène le peuple guadeloupéen.

Nous condamnons fermement la politique du gouvernement et ses manœuvres dilatoires, ainsi que le refus obstiné des patrons à négocier d'une manière sérieuse.

Nous sommes solidaires avec votre mouvement de grève générale, non seulement parce qu'il est pleinement justifié, mais aussi parce qu'il nous montre la voie que nous devons prendre ici au métropole.

Salutation syndicales

SUD-Education Loire-Atlantique

---

### **Soutien de CORSICA LIBERA**

CORSICA LIBERA

Mercredi 25 février 2009 à 18 h devant les préfectures de Bastia et d'Ajaccio

MANIFESTATION DE SOUTIEN A LA GUADELOUPE, Martinique, Réunion et Guyane

Solidarité avec les peuples des Antilles

Depuis le 20 janvier, la grève générale paralyse la Guadeloupe. Les grévistes réclament, notamment, une hausse de 200 euros sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux, ainsi que des baisses de prix sur les biens de consommation courante, en particulier la baisse immédiate de 50 centimes du prix du carburant et le gel des loyers pour une période indéterminée.

Des manifestations d'une ampleur sans précédent depuis très longtemps ont eu lieu à Pointe-à-Pitre et à Fort de France.

Les tentatives de négociation du secrétaire d'état pour l'Outre-mer, de ses médiateurs et du Préfet, représentant du pouvoir colonial français, n'ont pas abouti car elles ont ignoré les légitimes revendications du peuple Guadeloupéen.

Pouvoir français et patronat font bloc face à toutes les revendications, exigeant la fin de la grève avant d'ouvrir des discussions. Ce que refusent les grévistes.

La priorité pour l'état français, bien évidemment, a été d'expédier en Guadeloupe et Martinique des renforts de gendarmerie impressionnants pour faire peur aux grévistes et les contraindre par la force à céder. Malheureusement avec l'aggravation de la situation, un syndicaliste a payé de sa vie de l'emballement de la situation.

En Caraïbes comme en Kanaky, sous domination coloniale française et comme en Corse, les méthodes restent les mêmes.

Corsica Libera tient à affirmer son soutien total aux travailleur(se)s et aux peuples Guadeloupéen, Martiniquais, Réunionnais et Guyanais.

Corsica Libera condamne une fois de plus la politique colonialiste de l'Etat français, tout en félicitant les grévistes pour leur exemplarité dans la lutte et dans la Grève Générale.

Leur engagement a valeur pour le peuple et les travailleurs Corses, au vu de la situation économique catastrophique de l'île, sur fond de vie chère, de décorsisation et de chômage, de loyers exorbitants, alors que l'exclusion sociale se développe et que les Corses ne peuvent plus accéder à la propriété et à l'emploi.

En Corse comme aux Caraïbes, seule la lutte paie !

L'Etat français doit s'engager vers de véritables solutions pour ces peuples et leurs travailleurs

Solidarité avec les peuples des Antilles

---

## **Soutien des retraités de l'UL CGT Audincourt**

A LKP Guadeloupe,

L'attitude méprisante du gouvernement et du patronat à l'égard des salariés et des habitants de la Guadeloupe a tué Jacques Binet Militant CGT.

Les retraités de l'UL CGT Audincourt vous assurent de leur soutien dans la lutte exemplaire que vous menez depuis le 20 janvier pour que cesse la mainmise de tous ces monopoles économiques responsables de cette situation. Ils estiment légitimes vos exigences de justice sociale, de baisse du cout de la vie, d'augmentation du pouvoir d'achat.

Pour les Retraités UL AUDINCOURT

Le Secrétaire de la section

HAILLANT Yves

---

### « Solidarité avec les DOM TOM »

La **Convergence nationale des collectifs de défense et de développement du service public** apporte son soutien aux mobilisations de la Guadeloupe qui s'étendent à la Martinique, à la Guyane et à la Réunion.

En effet, la dégradation du niveau de vie est également la conséquence de la destruction constante d'un service public qui en métropole comme dans les départements ultramarins n'apporte plus la solidarité nécessaire au vivre ensemble faute de moyens et de volonté politique.

Nous apportons en particulier notre soutien aux collectifs qui en Guyane et dernièrement à la Réunion, ont montré que la question du service public, sa défense et son développement, est l'affaire de l'ensemble de la population quelque soit son territoire.

Pour la Convergence des collectifs de défense et de développement du service public.

Bernard Defaix

---

### « Contre la vie chère »

**Nice : SUD-Solidaires06 ; FSU . ATTAC ; PC ; CAAM ; CGT ; Les Alternatifs ; NPA**

Contre la vie chère

Solidaires avec les grèves générales de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane

Les colonies ont disparu, pourtant les économies d'outre mer restent organisées autour de l'import-distribution, et non de la satisfaction des besoins de la population locale. Chaque année, des hectares de terres agricoles qui font vivre la population disparaissent au profit de hangars ou d'entrepôts, la discrimination à l'embauche laisse la population locale au chômage...

Une grande richesse pour quelques-uns, la misère pour presque tous : Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est en grève générale à l'appel de 52 organisations réunies dans un « Comité contre l'exploitation outrancière » (LKP) qui réclame notamment une baisse du prix des carburants, des produits de première nécessité, des impôts et des taxes, ainsi qu'une hausse du salaire minimum de 200 euros.

Les organisations syndicales et associatives Martiniquaises se sont constituées en un « Collectif du 5 février » et sur son appel les Martiniquais ont entamé une grève générale depuis le 5 février contre la vie chère. Le 12 février à la Réunion, un collectif de 25 syndicats, partis politiques et associations,

a appelé à une journée de mobilisation contre la vie chère, le 5 mars prochain et à construire une grève générale.

Après avoir envoyé, fait rentrer puis repartir le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, le président et le gouvernement refusent désormais de prendre leurs responsabilités, renvoient les négociations aux seuls « partenaires sociaux » et jouent de manière délibérée la carte du pourrissement, se contentant de mettre en place un hypothétique Conseil interministériel de l'Outre-Mer.

Là-bas, plus encore qu'ici, le patronat n'assume pas ses responsabilités et se cache derrière le : gouvernement. C'est aux mouvements sociaux d'imposer une nouvelle répartition des richesses.

Les organisations présentent en ce 23 février 2009 devant le Palais de Justice de Nice soutiennent les revendications des collectifs constitués contre la vie chère qui demande notamment :

- Une augmentation de 200 euros du SMIC.
- Un relèvement immédiat et conséquent des salaires, du minimum vieillesse, des minima sociaux. - La défense et création d'emplois.
- Une formation notamment pour la jeunesse.
- La défense et le développement de la production.
- La baisse des loyers.

Les organisations signataires s'associent et soutiennent les luttes en cours et à venir, exigent que le gouvernement assume pleinement ses responsabilités, sans ambiguïtés, sans se défausser, plutôt que de provoquer par l'envoi de forces répressives en grand nombre.

Nice, le 23 février 2009

SUD-Solidaires06 ; FSU . ATTAC ; PC ; CAAM ; CGT ; Les Alternatifs ; NPA

---

### **« Soutient au LKP du Syndicat CGT Groupe Air Liquide Chimie Vitrolles-Lavéra »**

Depuis plus d'un mois, un mouvement populaire de grande envergure se déploie en Guadeloupe et en Martinique. Cette colère bénéficie d'un soutien massif de la population. Elle s'élève légitimement face au mépris du gouvernement, contre des inégalités particulièrement insupportables dans ces départements et pour un relèvement significatif des salaires.

Derrière l'image carte postale de ces îles, la réalité sociale est bien différente : taux de chômage dépassant les 20%, revenus moyens d'un tiers inférieur à ceux de la métropole, inflation deux fois supérieure et des prix souvent doubles, notamment pour les produits alimentaires.

Lyannaj Kont Pwofitation

Pour une majorité de guadeloupéens et de martiniquais, la vie est dure alors même que 1 % de la population y contrôle 90% de l'industrie agro- alimentaire, la moitié des terres et 40% de la grande distribution. Une inégalité sociale poussée à un point d'incandescence et qui aiguise toute les

colères dans des Antilles qui n'oublient pas leur passé colonial et l'esclavage.

## Le mépris du pouvoir

Le syndicat CGT Groupe Air Liquide VITROLLES dénonce la politique du pire pratiquée par le gouvernement aux Antilles, une politique qui joue la carte du pourrissement et de la division contre celle de l'écoute et de la prise de responsabilité. Une attitude irresponsable qui aura déjà eu comme conséquence dramatique, la mort d'un syndicaliste guadeloupéen, tué par balle, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Elle est en complet décalage avec l'esprit de responsabilité du mouvement populaire et l'exigence d'un nouvel avenir portée par toute la population des Antilles.

Au-delà des premières annonces présentées par le Président de la République, largement insuffisantes, ce qu'il faut maintenant c'est ouvrir de vraies négociations avec le LKP (Guadeloupe) et le Collectif du 5 février (Martinique), à partir notamment des propositions que ces derniers portent depuis le début du mouvement.

Augmenter les salaires, c'est juste et efficace.

Aux Antilles comme en France, la solution à cette crise économique passe notamment par un relèvement significatif des salaires et rompre avec les dogmes libéraux.

Au syndicaliste Jacques Bino,

Syndicat CGT Groupe AirLiquide

Chimie Vitrolles-Lavéra

6 rue deBerlin- BP : 70264

13647Vitrolles cedex

---

## Les Alternatifs du Tarn

### SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES DE GWADA ET DE MADININA

En Guadeloupe et, depuis le 5 Février en Martinique, s'exprime une véritable lame de fond populaire, un « ras le bol » longtemps contenu contre la vie chère, le chômage, la précarité, la détérioration des services publics, la confiscation des terres par la minorité béké (d'origine européenne) et la pollution croissante des sols.

Les Alternatifs 81 expriment leur solidarité avec le LKP - Lyannaj kont pwofitasyon, Unité contre l'exploitation - qui réunit 48 organisations à l'initiative de l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens - et qui met l'accent sur l'initiative populaire et la reconnaissance de la dignité des peuples colonisés. A travers ses revendications sociales, culturelles et politiques, il conteste l'exploitation capitaliste et tente de trouver la voie d'un dépassement de la situation coloniale imposée aux peuples des Antilles françaises.

Les Alternatifs 81 soutiennent pleinement cette démarche de décolonisation anti-capitaliste. Les grands groupes de la distribution, de l'importation, du commerce et de l'industrie touristique doivent rendre des comptes et l'Etat républicain doit reconnaître sa responsabilité historique.

Enfin, la mobilisation des peuples des « vieilles colonies », lassés d'être considérés comme une humanité de seconde catégorie, met en cause le racisme persistant dans les rapports sociaux de l'espace colonial. Ils exigent à la fois : la reconnaissance de l'égalité de toutes et tous, quelle que soit leur origine et une « décolonisation » des rapports sociaux, économiques, culturels, sur leur territoire.

Les Alternatifs 81, engagés dans ce combat pour la décolonisation, ici et ailleurs, le considère comme exemplaire pour une politique d'émancipation des peuples et de l'humanité.

Les Alternatifs 81

---

### **Le CIFORDOM , appelle à participer à la manifestation du samedi 28 février à 15h place de la Nation**

Le CIFORDOM , appelle à participer à la manifestation du samedi 28 février à 15h place de la Nation

23 FEVRIER 2009

#### **COMMUNIQUE DE PRESSE**

Dès le début du conflit, le CIFORDOM a apporté son soutien aux justes et populaires revendications du Collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP).

Malgré le désespoir et la détermination affichés par les travailleurs de Guadeloupe, malgré le soutien des martiniquais, malgré le succès de la manifestation du samedi 21 février à l'appel du Collectif « Continuité Liyannaj Kont Pwofitasyon » , aucune solution au conflit n'est en vue.

Nous attendons du MEDEF et de l'Etat les concessions qui permettraient de mettre fin à ce trop long conflit.

Dans ces conditions, le CIFORDOM , appelle à rester mobilisé et à participer à la manifestation du samedi 28 février à 15h place de la Nation.

José PENTOSCOPE

Président du cifordom

---

### **Déclaration C.G.T. au personnel de Roussillon Entraide et Services d'Accompagnement (R.E.S.E.D.A.)**

Déclaration C.G.T. au personnel de Roussillon Entraide et Services d'Accompagnement (R.E.S.E.D.A.)

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS  
DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE !

Depuis plus d'un mois, les travailleurs en Guadeloupe, et plus généralement dans les départements d'Outre-mer, sont en lutte sur des revendications « contre la vie chère ». Ils réclament notamment une augmentation de salaires de 200 euros, et l'arrêt de la main-mise sur toute l'économie de l'île par des grandes entreprises, souvent aux mains des « békés », ces descendants des esclavagistes blancs.

L'intransigeance du patronat et l'attitude de l'Etat ces derniers jours ont conduit au pourrissement de la situation. Ils portent l'entière responsabilité de la dégradation du climat social et des violences engendrées.

Le 18 février 2009, Jacques BINO, militant syndical des Impôts, a été tué. C'est un crime odieux et intolérable. La CGT Reseda exprime tout son soutien à sa famille et à ses proches.

Plus généralement, la CGT Reseda affirme sa solidarité avec la lutte des travailleurs de Guadeloupe et de Martinique, qui est aussi la lutte de tous les travailleurs en France métropolitaine pour la défense de leurs conditions de vie et de travail.

Les travailleurs des Antilles nous montrent la voie. Et la meilleure façon d'exprimer notre solidarité, c'est d'engager nous-mêmes, ici, la lutte pour l'augmentation des salaires, contre les hausses de prix, les licenciements et la casse des services publics.

Il faut ainsi que la journée d'action et de grève du jeudi 19 mars, après le succès du 29 janvier, soit une réussite, et le point de départ de la lutte d'ensemble du monde du travail qui s'impose.

Pour contacter la C.G.T de R.E.S.E.D.A : 04.68.56.40.80 et 06.76.03.42.76 E mail : [contact\\_cgtda66.ras.eu.org](mailto:contact_cgtda66.ras.eu.org)

Site Internet : [www.cgtda66.ras.eu.org](http://www.cgtda66.ras.eu.org)

---

## **Communiqué du Comité Guadeloupéen du Parti de Gauche**

Communiqué du Comité Guadeloupéen du Parti de Gauche, 23 février 2009

La Guadeloupe est en lutte depuis un mois. Un mois ponctué par des actions pacifiques, regroupant l'ensemble des secteurs d'activités, de gigantesques déboulés rassemblant plus de 10% de la population dans les rues de Pointe à Pitre ou de Basse Terre. Ces luttes dans l'unité ont toujours été accompagné d'une volonté de négocier avec l'ensemble des acteurs. Après 28 jours passés sans aucun incident, le collectif en lutte a décidé de répondre au mépris et à l'indifférence du pouvoir et du patronat par un blocage physique de la Guadeloupe. Des centaines de barrages ont été érigés.

Après avoir joué sciemment le pourrissement, le gouvernement a décidé de répondre par la répression. Mais, le mouvement garde le soutien de la majorité de la population. Il a été impossible d'empêcher des débordements nocturnes qui, s'ils sont inexcusables, étaient tout à fait prévisibles au vu de la précarité de la situation sociale. Un taux de chômage presque trois fois plus élevé qu'en France, en particulier chez les jeunes, un PIB presque inférieur de moitié à la métropole, une inflation 60% supérieure à la métropole, le cocktail apparaît aujourd'hui explosif ! Un syndicaliste a tragiquement trouvé la mort sur un barrage nocturne.

Le mouvement ne s'arrêtera pas, sans réponse à la hauteur de l'urgence sociale vécue par les

guadeloupéens. Les engagements pris par Yves Jégo pour la hausse des salaires doivent être tenus. L'ampleur des « pwofitasyons » tant sur les produits pétroliers qu'alimentaires a déjà été largement démontrée. Des enquêtes sont en cours sur les produits bancaires, financiers et d'assurance. Les mesures avancées par Sarkozy ne répondent pas à ce scandale. 380 millions d'euros pour les quatre DOM, dont l'essentiel en exonération de charges sociales !

L'État aurait dû annoncer un véritable plan d'urgence pour les DOM, avec des investissements très importants en termes de bâti scolaire, d'offre de formation, d'infrastructures de transport, de culture, de suivi social. M. Sarkozy propose un seau pour écoper une voie d'eau dans le navire ! C'est tout simplement inacceptable !

Pire encore, le président de la République propose des assises pour réfléchir à un changement statutaire qu'il présidera lui-même. M. Sarkozy refuse de se déplacer pour répondre aux attentes sociales, par contre, il se déplacera en personne pour proposer un abandon de la République. Quel autre terme employer dans ce contexte ? Pourquoi offrir une plus grande autonomie à des collectivités locales exsangues, pendant que l'État refuse de rattraper les sous-investissements passés ? Le statut de DOM obtenu de haute lutte en 1946 n'a jamais abouti à une égalité réelle pour les Guadeloupéens. L'État ne peut pas abandonner aujourd'hui ce territoire.

Il faut immédiatement un véritable plan d'urgence pour la Guadeloupe pour enrayer les situations sociales de déshérence. Il faut un plan d'urgence pour la Guadeloupe pour jeter les bases d'une société guadeloupéenne égalitaire, inscrite dans la République française, dans l'Union Européenne, mais aussi dans l'espace Caraïbe. Il faut un plan d'urgence pour construire les bases d'un développement durable en Guadeloupe, qui ne sacrifie personne en route. Il faut un plan d'urgence pour la Guadeloupe pour développer les énergies renouvelables (obligation d'installer des chauffe-eau solaires pour toute construction ou rénovation...) et limiter la dépendance énergétique. Il faut un plan d'urgence pour la Guadeloupe pour développer des transports en commun propres énergétiquement et accessibles à l'ensemble de la population (gratuité pour les moins de 25 ans, chômeurs, RMIstes...). Il faut un plan d'urgence pour répondre à la crise sociale et à la vie chère en Guadeloupe.

Ce sont ces propositions que le Comité Guadeloupéen du Parti de Gauche portera dans le débat public.

Contact : Guillaume MARSAULT, 0690.922.014 - mél : [mfmakarenko@gmail.com](mailto:mfmakarenko@gmail.com)

---

## **« Generalstreik der arbeitenden Bevölkerung von Guadeloupe und ihrer Gewerkschaften »**

SPD Friedrichshain-Kreuzberg

Arbeitsgemeinschaft

für Arbeitnehmerfragen

c/o Axel Zutz

Dipl. Ing. Landschaftsplanung



Gryphiusstraße 1

D - 10245 Berlin

Tel. 0049 / 30 / 296 56 82

e-mail : [axel.zutz@65.b.shuttle.de](mailto:axel.zutz@65.b.shuttle.de)

An die Botschaft der Französischen Republik

Pariser Platz 5

10117 Berlin

per fax : 030 - 590039171

per E-Mail : [postmaster.botschaft-frankreich.de](mailto:postmaster.botschaft-frankreich.de)

Sehr geehrter Herr Botschafter,

mit größter Sorge verfolgen wir die alarmierenden Nachrichten zur Situation in Guadeloupe.

Wir protestieren als GewerkschafterInnen und Mitglieder der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands entschieden gegen die brutalen Unterdrückungsmaßnahmen, mit denen der Generalstreik der arbeitenden Bevölkerung von Guadeloupe und ihrer Gewerkschaften gegen die Lebensverteuerung und für Lohnerhöhungen zerschlagen werden soll !

Wir fordern die volle Respektierung der demokratischen und gewerkschaftlichen Rechte für das Volk von Guadeloupe.

Wir erwarten von Ihrer Regierung Maßnahmen zur sofortigen Beendigung aller Repressionen :

- Sofortige Freilassung aller Verhafteten !
- Erfüllung der Forderungen !

In Erwartung Ihrer Antwort,  
hochachtungsvoll,

Winfried Lätsch (Gewerkschaft Nahrung Genuss Gaststätten NGG Berlin, AK-Senioren)

Hans-Joachim Zimmer (ver.di Berlin)

Helmut Kynast (SPD Berlin, Arbeitsgemeinschaft für Arbeitnehmerfragen)

Jürgen Müller (SPD Berlin, Arbeitsgemeinschaft für Selbständige)

Cansel Kizeltepe (SPD Berlin, Arbeitsgemeinschaft für Arbeitnehmerfragen)

Norbert Drews (SPD Berlin, Arbeitsgemeinschaft für Arbeitnehmerfragen)

Axel Zutz (SPD Berlin, Arbeitsgemeinschaft für Arbeitnehmerfragen, Mitgl. im Landesvorstand)

Ihre Antwort senden Sie bitte an :

## **Message de solidarité de l'UL CFDT du Biterrois**

L'Union Locale CFDT du Biterrois communique :

Message de solidarité de l'UL CFDT du Biterrois à l'Union Interprofessionnelle Régionale CFDT de la Guadeloupe, engagée dans le collectif LKP

L'UL CFDT du Biterrois se sent particulièrement concernée par l'évolution de la situation en Guadeloupe en considérant qu'il s'agit (mais sur quelques îles entre Mer des Caraïbes et Océan Atlantique) d'un territoire plus petit que notre bassin d'emploi (1 628 km<sup>2</sup> au lieu de 2 987), avec une population un peu plus importante (403 000 habitants) mais plus jeune (30,7 % de moins de 20 ans) et une langue vivante historique autre le français, le créole, beaucoup plus pratiquée que l'occitan chez nous et plus reconnue dans les médias.

On peut noter que les 3 principales communes qui se côtoient à la charnière de Grande Terre et Basse - Terre (les Abymes, Baie-Mahault et Pointe-à-Pitre) représentent ensemble une population inférieure à celle de l'agglomération Béziers-Méditerranée (qui totalisait 107 700 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2006) ; la commune la plus importante de Guadeloupe, les Abymes (60 053 habitants), est moins peuplée que Béziers. Pour nous qui vivons dans un Languedoc-Roussillon totalisant plus de 2,5 millions d'habitants, il est important de souligner que démographiquement la Guadeloupe comme la Martinique (moins étendue géographiquement, mais avec une capitale, Fort-de-France, plus peuplée que Béziers) sont plutôt à l'échelle de notre bassin d'emploi. Si la Guyane est près de 30 fois plus étendue que notre bassin d'emploi, sa population est inférieure (Cayenne compte moins d'habitants que Béziers).

En matière de taux de chômage, la Guadeloupe (22,7 %), comme la Martinique (21,7 %) et la Guyane (20,6 %), est dans une situation bien pire que la nôtre (pourtant notre bassin d'emploi fait partie des 10 zones d'emploi de la France métropolitaine aux taux les plus élevés).

La crise que traverse la Guadeloupe et qui s'étend à plusieurs « départements d'Outre-mer » est une des plus graves de l'histoire des DOM. Elle met au grand jour les difficultés de l'Outre-mer, elle révèle les injustices et les inégalités générées par une économie sous perfusion et des clivages sociaux remontant à la trop longue période esclavagiste.

La « vie chère » est une constante de ces collectivités. Les politiques publiques qui se sont succédées ont contribué notamment, par leurs effets pervers, à une évolution exagérée des prix. Elles sont allées à l'encontre d'une démarche d'autonomie économique.

La CFDT respecte et soutient l'engagement responsable de son partenaire l'UIR (Union Interprofessionnelle Régionale) CFDT de la Guadeloupe, dans le collectif LKP qui porte l'ensemble des revendications des salariés, retraités et chômeurs de ce territoire.

L'écrasante majorité des entreprises y est formée de petites unités (ce qui est aussi un autre point commun avec notre bassin d'emploi), ce qui ne permet pas aux syndicats et patronat de trouver seuls une solution à l'augmentation des salaires et rend nécessaire des politiques publiques de solidarité et non d'assistanat.

L'UL CFDT tient à saluer la mémoire de Jacques Bino, militant syndical de la CGTG. Devant le drame qui lui a coûté la vie, il était plus que de temps que des mesures soient enfin prises pour arrêter la spirale de la violence en s'attaquant à ses causes.

L'Etat républicain ne peut tenir la grande majorité des habitants d'Outre-Mer dans le mépris ! Mais les solutions à moyen et long terme dépassent largement des dispositions salariales, sociales ou douanières d'urgence. L'UL CFDT du Biterrois a porté avec son Union Régionale Languedoc-Roussillon un projet de nouveau type de développement pour « vivre, travailler et décider au pays », démarche qui s'exprime aujourd'hui en termes de développement soutenable (incluant l'équité sociale) : l'action syndicale interprofessionnelle dans les DOM doit aussi pouvoir se concevoir dans cette perspective. A défaut d'avoir pu participer localement à un rassemblement comme ceux auxquels la CFDT avait appelé ses militant-e-s à participer samedi, partout où ils se sont tenus, l'UL CFDT du Biterrois adresse ce message à l'UIR CFDT Guadeloupe, en signe de soutien et de solidarité avec les organisations syndicales de la Guadeloupe.

Joan-Loïs Escafit,

secrétaire général de l'Union Locale CFDT du Biterrois

---

### **Déclaration CGT et UGICT-CGT à la session du CCE du 19 février 2009**

Tout d'abord, nous nous associons à la peine de la famille et des proches de notre camarade militant de la CGT Guadeloupéenne tué alors qu'il rentrait d'un meeting le LKP. Nous espérons que toute la lumière sera faite sur cette affaire et que nous en connaissons les causes réelles.

D'ores et déjà, nous condamnons les méthodes du gouvernement qui n'ont fait qu'exacerber la violence par le choix d'opposer les forces de l'ordre aux manifestants. Cette police d'Etat est prise comme une provocation et se comporte de façon méprisante. Ce choix ne peut être qu'interprété par la population Antillaise que comme un maintien de leur situation discriminatoire vis-à-vis de la métropole :

- un taux de chômage de plus de 22 % en moyenne (touchant un jeune sur deux),
- des minimums sociaux inférieurs,
- des salaires en moyenne plus bas,
- des prix plus élevés.

Ce traitement différent ne date pas d'aujourd'hui, mais les conditions de la crise ont aggravé les choses. La CGT avec les autres syndicats en métropole appellent à la manifestation du 19 mars pour de véritables propositions contre la crise. Comment pourrions-nous ne pas soutenir en ce moment le peuple des Antilles ? La CGT réaffirme son soutien à ces luttes combien légitimes.

Air France est le premier opérateur aérien aux Antilles, tant par le trafic que par le nombre d'emplois. Air France doit apporter sa pierre à l'amélioration du sort de nos compatriotes :

- tout d'abord en reconsidérant la délocalisation de la VAD au Canada,

-puis en embauchant des effectifs suffisants pour faire face aux charges de travail notamment en augmentation depuis l'arrivée du 2<sup>e</sup> A319.

Air France doit ré-instituer, pour les enfants d'agents partant en colonie de vacances du Comité Central d'Entreprise, le pré-acheminement en billets S1.

En instituant des rapports sociaux respectueux des personnels et de leurs organisations syndicales. La CGT et les salariés d'Air France ne sont pas responsables des menées d'individus dans les locaux Air France Pointe - à - Pitre. Pour les passagers, Air France doit prendre des mesures pour augmenter la franchise bagages et ne pas la maintenir à niveau inférieur à la concurrence.

Air France doit reconsidérer les tarifs du Fret à la baisse.

Et avec l'Etat :

-La remise en œuvre d'un véritable service public pour desservir les DOM qui peut prendre la forme de financement au travers d'OSP des Lignes vers les DOM afin de remettre en œuvre la continuité territoriale et d'offrir des tarifs avantageux.

- Nous demandons une diminution des taxes grevant lourdement le prix des billets notamment par la prise en compte des taxes de sûreté par l'Etat.

---

## **« SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES DES DERNIERES COLONIES FRANÇAISES »**

SINDICATU DI I TRAVAGLIADORI CORSI

LIBERAZIONE SUCIALE

LIBERAZIONE NAZIUNALE

Rés. de l'Olmu. Bt B

Rte d'Alata - BP 583

20189 AIACCIU Cedex 2

Tél. : 04 95 22 05 94

Fax : 04 95 20 95 49

Courriel : [STC.AJACCIO Wanadoo.fr](mailto:STC.AJACCIO@Wanadoo.fr)

**SOLIDARITE AVEC LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES DES DERNIERES COLONIES FRANÇAISES**

À la Réunion, le chômage atteint le taux record de 35% de la population active, 61% des jeunes de moins de 25 ans ! Un collectif contre la vie chère organise grèves et manifestations pour l'augmentation des salaires, la baisse du prix des produits de première nécessité, le gel des loyers

sociaux. Une journée de grève générale est programmée pour le 5 mars prochain.

En Guyane, manifestations, routes coupées, établissements fermés, opérations ville morte se succèdent contre la vie chère, en particulier le coût exorbitant de l'essence (1,77 € / L) : l'UTG (Union des travailleurs de Guyane - 60% des voix aux dernières prud'homales) est en première ligne.

En Martinique, une grève générale a éclaté le 5 février « contre la vie chère et pour le pouvoir d'achat ». Elle est menée par un collectif syndical, dont l'UGTM (Union générale des travailleurs de Martinique). Les négociations avec les représentants de la grande distribution sont rompues tandis que des manifestations monstres se succèdent.

En Guadeloupe, où cette crise est pour le moment la plus profonde, la grève générale dure depuis bientôt un mois. Le « Collectif contre l'exploitation outrancière », le LKP, regroupe 48 organisations sur une plate-forme commune comprenant 146 revendications. Son porte-parole est le secrétaire général de l'UGTG, (Union générale des travailleurs de Guadeloupe), le plus important syndicat des salariés de l'île (52% des voix aux dernières prud'homales).

Ce conflit prend appui sur la lutte contre la vie chère, pour la baisse du prix du carburant, pour l'augmentation immédiate de 200 € des bas salaires... mais il va bien au-delà. Le LKP représente le front de toutes les organisations syndicales représentatives et de la majorité des forces politiques et associatives de l'île : cette large mobilisation culturelle, sociale et identitaire fait que le patronat et ses organisations, les autorités territoriales et l'Etat sont confrontés à tout un peuple uni.

Après avoir fait la sourde oreille, envoyé son secrétaire d'Etat à l'Outre-mer pour faire semblant de négocier, joué la montre et la division du mouvement, le gouvernement semble vouloir régler la crise par la manière forte. Des tabassages et des interpellations ont lieu. Des renforts de gendarmes mobiles débarquent. Dans la nuit du 17 au 18 février, un syndicaliste de la CGTG a été tué par balles dans des circonstances encore imprécises. La situation est très grave.

Cette répression fait écho à celle que subit l'USTKE, le principal syndicat de Kanaky, et le peuple Kanake.

Les syndicats LAB (Pays Basque), SLB (Bretagne), Intersindical-CSC (Catalogne) et STC (Corse) expriment leur solidarité fraternelle avec l'UTG, l'UGTM, l'UGTG et l'USTKE. Ils soutiennent les revendications des travailleurs et des peuples de la Réunion, de Lagwyann, de Matinik, de Gwadeloup et de Kanaky qui, chacun à sa façon, luttent contre le colonialisme et pour la dignité. Une première initiative commune aura lieu à Paris :

## REUNION DEBAT

Retransmise en direct sur Radio Paese 93.1 FM  
Le vendredi 27 février 2009 à 19 h  
ESPACE CYRNEA, 38 allée Vivaldi 75012 Paris  
(M° Daumesnil ou Montgallet)

[www.espace-cyrnea.org](http://www.espace-cyrnea.org)

**UGTM, UGTG, USTKE, LAB, SLB, Int-CSC, STC** sont membres de la Plateforme des syndicats des nations sans Etat

---

## **« Message de solidarité aux partis et mouvements progressistes et populaires de Guadeloupe et de Martinique »**

### **Organisation Communiste de Grèce (KOE)**

Message de solidarité aux partis et mouvements progressistes et populaires de Guadeloupe et de Martinique

Chers camarades !

Nous apprenons avec enthousiasme les nouvelles de la lutte combative et prolongée des vos peuples contre l'exploitation extrême, contre la pauvreté et la politique d'austérité imposé par le gouvernement colonial français, contre l'effort de la grande bourgeoisie de faire payer sa propre crise aux masses populaires, aux travailleurs et à la jeunesse.

Les medias bourgeois nous disent que ce qui se passe actuellement à Guadeloupe et à Martinique c'est « l'exploitation de certains problèmes sociaux par de groupes irresponsables de casseurs et émeutiers ». Mais nous savons très bien qu'il s'agit d'une mobilisation populaire formidable et légitime, parce que chez vous, comme chez nous, ces « d'en bas » en ont marre de la misère, de l'exploitation, de la répression et des mensonges de ceux « d'en haut ».

En Grèce nous avons vécu récemment la révolte extraordinaire de la jeunesse et des travailleurs contre le gouvernement antipopulaire de Karamanlis, après l'assassinat du jeune étudiant Alexis Grigoropoulos par la police le 6 décembre 2009. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté pendant trois semaines dans dizaines de villes leur rage contre ce système qui assassine la future de la grande majorité populaire et ne sert qu'une poignée de profiteurs capitalistes. Ici aussi le gouvernement et les medias bourgeois nous ont accusé de « casseurs et émeutiers » et ont appelé « au rétablissement de l'ordre » ; de centaines de manifestants, surtout jeunes, ont été arrêtés et plusieurs dizaines sont toujours en prison. Mais depuis décembre tout a changé en Grèce : maintenant il y a des milliers de nouveaux militants et la bourgeoisie a perdu toute une génération durcie dans la lutte contre la répression et l'exploitation.

Chers camarades !

Votre combat est la notre aussi. Nous crions avec vous : Ça suffit avec l'exploitation, avec les prix exorbitants de produits et de services de première nécessité. Nous n'allons pas payer leur crise ! Victoire à la mobilisation populaire !

Athènes, le 18 février 2009 Organisation Communiste de Grèce (KOE), Departement de Relations internationales

Communist Organization of Greece / Kommounistiki Organosi Elladas (KOE)  
International Relations Department

Email : [laokratia@yahoo.com](mailto:laokratia@yahoo.com) \* [aristera.tellas.com](http://aristera.tellas.com)

Web : [www.koel.gr](http://www.koel.gr) \* In English : [international.koel.gr](http://international.koel.gr)

Post address : Newspaper « Left ! » \* Isaia Salonon 6 \* 11475 Athens, Greece

Phone : +30 210 6441745 \* Fax : +30 210 6430024

---

## **Communiqué de L'ADEN (L'association de descendants d'esclaves Noirs et leurs amis)**

Paris, le 16 février 2009

L'ADEN (L'association de descendants d'esclaves Noirs et leurs amis) solidaire des mouvements en Outre mer et dans l'Hexagone

L'association des descendants d'esclaves noirs est solidaire du mouvement en outre mer et dans l'Hexagone. Depuis plusieurs semaines, les populations de la Guadeloupe, rejointes par celles de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion et aujourd'hui dans l'Hexagone proteste contre la vie chère et les inégalités héritées du système esclavagiste et colonial. Pour sa part l'ADEN, qui depuis 2001 ne cesse de réclamer que soit mieux pris en compte les conséquences du système esclavagiste et colonial ne peut qu'être solidaire avec les populations.

Aden appelle les descendants d'esclaves noirs et leurs amis à rejoindre les rassemblements et toutes les initiatives solidaires avec ces mouvements. Elle demande au gouvernement de répondre aux exigences légitimes des populations et d'ouvrir sans plus tarder une réflexion sur le processus de réparations qui serait une suite logique à la loi du 21 mai 2001.

ADEN participera à tous les rassemblements.

Marie France Astegiani-Merrain  
Présidente et Porte parole.

Association de Descendants d'Esclaves Noirs et leurs amis (ADEN)

19 Boulevard Henri IV - 75004 PARIS

Tél. : 01 42 71 62 56 - Fax : 01 48 04 32 80 - e-mail : cabinetvoguet wanadoo.fr

---

## **Soutien du Syndicat Force ouvrière du CHS Vinatier**

Bron, mardi 17 Février 2009

Monsieur le Préfet de Guadeloupe

Depuis maintenant 4 semaines que dure la grève générale en Guadeloupe, nous apprenons que les forces de l'ordre interviennent brutalement et que des arrestations de grévistes ont été opérées.

Nous vous rappelons que depuis 1 mois le collectif LKP et les 49 organisations qui le composent avec les organisations syndicales demandent une réponse sur les 133 revendications, dont 200 euros d'augmentation du SMIC.

C'est le refus du gouvernement de répondre positivement aux revendications, alors qu'il s'y était engagé, qui est à l'origine de la situation actuelle.

Nous vous demandons :

- L'arrêt immédiat de la répression. - La libération immédiate de tous les emprisonnés. - La satisfaction des revendications et notamment les 200 euros d'augmentation du SMIC.

Le Syndicat Force ouvrière du CHS Vinatier.

---

## **Soutien du Syndicat des Hospitaliers de Dieppe**

Syndicat des Hospitaliers de Dieppe

Poste 7594 . [cgt\\_ch-dieppe.fr](mailto:cgt_ch-dieppe.fr)

A Monsieur le Préfet de Guadeloupe,

A Monsieur Yves Jégo, Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer,

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Nous estimons que les revendications des Guadeloupéens sont légitimes face à la vie chère.

Nous appuyons la satisfaction des revendications en particulier la demande d'augmentation des salaires de 200€.

Nous avons été informés de la répression et des arrestations qui ont eu lieu contre la population et les grévistes de Guadeloupe.

Nous condamnons toute cette répression.

Au nom de notre organisation syndicale, le syndicat CGT des hospitaliers de Dieppe, nous demandons :

Arrêt immédiat de la répression.

Non aux arrestations. Libération immédiate de tous les emprisonnés.

Satisfaction des revendications.

Salutations syndicalistes.

Pour le Conseil syndical,

Bruno Ricque, secrétaire général

---



Syndicat National Unitaire

Travail Emploi Formation Insertion

Pôle Emploi

Paris, le 13/02/09

## COMMUNIQUE

Le SNU Pôle Emploi (FSU) salue et soutient la formidable lutte des salariés et du peuple Guadeloupéen et Martiniquais. Après 1 mois de grève à la Guadeloupe et 9 jours à la Martinique la lutte est semble-t-il à un tournant.

Les représentants du gouvernement veulent passer à une tactique de blocage.

L'ensemble des agences et antennes de Pôle Emploi sont fermées dans les 2 îles et un accord a été signé à Pôle Emploi Guadeloupe.

D'après nos informations, la Direction de PE Martinique fait tout pour que l'accord ne soit pas étendu à la Martinique.

À la Martinique le collectif du 6 février réunissant les associations et syndicats a déjà arraché une baisse de 20% des prix de 153 produits de première nécessité et les négociations sont entamées pour une baisse du coût de l'eau, l'électricité, téléphone et internet, ainsi que les loyers tant du secteur HLM que privé.

En l'état de nos informations, l'accord signé dans Pôle Emploi Guadeloupe rejette notamment toute mise en œuvre des PST et les agents de l'ex-RAC bénéficieraient de la « prime de vie chère ».

Nous sommes indignés par le tract de l'UNSA Ile de France qui dénonce la mobilisation à la Guadeloupe, nous sommes certains que les syndicats guadeloupéens « dans la bagarre » dont l'UNSA apprécieront !

La Réunion et la Guyane se préparent à un mouvement d'ensemble similaire, pour la Réunion il doit démarrer le 05 mars.

Le SNU Pôle Emploi FSU est prêt à répondre à toute demande de solidarité active du « collectif LKP » guadeloupéen, au « collectif du 05 février » de la Martinique, que ce soient sous forme de rassemblements, de manifestations unitaires ou de solidarité financières.

Au Comité Central d'Entreprise du lundi 09 février, nous avons fait une déclaration saluant la lutte exemplaire du peuple antillais.

Paris, le 13/02/09

---